

Ainsi, je ne vous dirai pas qu'on ne peut trouver le salut qu'avec les libéraux, non plus, que je croirais quelqu'un qui ne me le dirait possible qu'avec les conservateurs. Si nous nous trouvions jetés tout-à-coup dans un grand péril de n'importe quel ordre, j'ai la conviction que, d'une manière ou de l'autre, nous nous arrangerions tous, ou presque tous, pour sauver la patrie, libéraux ou conservateurs, pour le bien commun. Oni nous la sauverions! Y a-t-il, parmi nous, un seul homme qui ne sacrifierait pas ses préférences personnelles au sujet d'une question de politique locale, plutôt que de voir le pays reculer et rétrograder? Y aurait-il un homme assez lâche pour avoir peur de changer d'opinion, s'il s'agissait de la prospérité de son pays? Non. Nous voulons voir, nous les élus dans le Parlement, nos amis au pouvoir aussi longtemps qu'ils y sont utiles, mais si la question se pose entre le bien public et les intérêts politiques et personnels, j'estime qu'il devra y avoir assez de patriotisme dans la moyenne des libéraux et des conservateurs pour ne pas hésiter. Nous saurions sauver le pays. Nous l'avons déjà fait. Dans un moment de danger les libéraux et les conservateurs se sont donné la main et ont formé une alliance dans l'intérêt de la patrie. Dans les rangs des deux partis, des hommes véritablement dévoués, véritablement indépendants, se sont ralliés sous un étendard commun; et les hommes qui ont fait ces choses, libéraux et conservateurs, formant ensemble un nouveau parti, un des plus remarquables qu'ait vus le pays, se sont donné un nom: LE PARTI NATIONAL. Et, jamais personne n'oubliera le rôle qu'il aura joué dans l'histoire politique de notre pays; dans cette grande lutte pour la liberté, l'honneur, la vérité, la justice et la défense de l'opprimé contre l'oppressur, du faible contre le fort.

Et son rôle n'est pas fini; s'il veut le remplir jusqu'au bout il lui faut rester fidèle au programme qu'il s'est tracé, à la tâche qu'il s'est imposée, au but qu'il s'est donné. Car, à aucune autre époque de notre histoire, peut-être, nous devons réaliser l'indispensable nécessité de la réunion de tous les cœurs, de toutes les intelligences; dans le travail et la lutte qui doivent nous assurer notre place dans le jeu de la constitution qui nous régit. Elle est compromise cette place. Il existe encore du danger. Dans certains coins du pays, des esprits, étroits et malades, ont voulu, au moyen du souffle du fanatisme, allumer le brandon de discorde. Je n'entrerais pas dans les détails, mais, je le répète, le parti national, composé des libéraux et des conservateurs, qui se sont tendu la main dans le but que j'ai déjà indiqué, continuera, j'en suis convaincu, à faire respecter notre province, à protéger les droits de tous et à défendre nos libertés; et tous les libéraux et conservateurs, unis dans cette occasion solennelle, nous l'appuierons, dans l'avenir, comme nous l'avons fait dans le passé, fidèlement et sincèrement, s'il remplit dans l'avenir comme il l'a fait dans les quatre dernières années, le programme dont je viens de parler et s'il ne faillit pas devant sa patriotique mission. Et je crois que c'est le sentiment de l'électorat. Les dernières élections en sont l'expression.

Maintenant, M. l'Orateur, j'arrive à l'examen de quelques-unes des questions qui sont mentionnées dans le discours du trône. La plupart d'entre elles ne sont pas nouvelles. Elles ont été discutées à maintes reprises devant cette Chambre et devant le pays. C'est pour ainsi dire la continuation de la politique du gouvernement actuel, qui n'a pas peur de travailler à la prospérité de la province, qui ne craint pas les grandes entreprises afin de donner de l'essor à l'activité de cette province.